

équitablement dans la Chambre des Arts et Manufactures, qui régit en partie nos expositions provinciales. Si un grand nombre de nos compatriotes se sont abstenus jusqu'à présent de prendre part aux concours provinciaux, ne faut-il pas en attribuer en partie la cause aux soupçons instinctifs de partialité que leur inspirait une organisation presque exclusivement étrangère à notre nationalité? La faute en est à nous, et c'est notre apathie seule qu'il faut accuser, car nous avons la loi pour nous protéger et nous négligeons de nous en servir.

Nous souhaitons de tout notre cœur que l'idée féconde qui vient de recevoir à Montréal une application si heureuse et si spontanée, se propage dans nos grands centres de population, afin que, dans les rivalités pacifiques de l'intelligence servie par le travail, nos compatriotes, se sentant désormais mieux protégés, se montrent sous leur vrai jour.

Le talent et l'intelligence ne nous font pas défaut, mais nous ne sentons pas assez la nécessité de rivaliser d'industrie avec les populations au milieu desquelles nous vivons. En nous abstenant de lutter avec elles, nous leur céderons insensiblement le pas aux yeux de tout le monde. Qu'importe que nous succombions une fois, deux fois, si dans la défaite nous puisons l'énergie nécessaire pour triompher un jour?

Nous nous félicitons tout à l'heure du grand calme qui règne partout sur notre scène politique; le dernier coup de théâtre est encore la résignation de M. Brown; on n'aurait jamais cru qu'il fût possible au grand chef des *Clear Grits* de se lever de son fauteuil de Président du Conseil Exécutif sans déranger un peu les gens autour de lui; cependant la chose est arrivée, M. Brown, mécontent de ses collègues et peut-être de lui-même, leur a souhaité le bonsoir: ils l'ont reconduit poliment jusqu'à la porte, et sur le seuil, lui ont promis de ne pas dévoiler les motifs de son départ précipité. On s'attendait que M. Brown, qui a toujours passé dans le Bas-Canada pour un homme violent, irait se plaindre à ses amis et leur raconterait la chose à sa manière; mais point du tout: M. Brown ne s'est plaint de son sort à personne que nous sachions, et un profond mystère enveloppe encore la cause du malentendu.

Le bruit court maintenant que l'ex-Président du Conseil, qui n'a jamais rien fait à demi, est à la veille d'abandonner son siège en parlement et de mettre à la voile pour l'Ecosse, sa terre natale, emportant avec lui ses dieux pénates et une fortune qui, selon quelques-uns, lui donnerait l'ambition de piquer une tête dans la politique métropolitaine. Pour tout le mal que nous voulons à M. Brown, nous souhaitons de tout notre cœur que ses récentes spéculations lui permettent d'aller couler, sous le ciel qui l'a vu naître, des jours heureux et prospères, exempts des triomphes et des revers qui ont signalé ici sa trop orageuse carrière politique. Seulement nous ne pouvons nous empêcher de dire que, si tel est le dessein de M. Brown, il aurait bien pu se dispenser de bouleverser notre pauvre colonie comme il l'a fait, puis qu'il ne voulait pas en faire sa patrie. S'il ne venait ici que pour y faire fortune, il est fâcheux que les spéculations commerciales qui l'ont enrichi n'aient pas été sa première et son unique occupation durant son séjour en cette province.

Le remplaçant de M. Brown dans le Cabinet, séduit sans doute par la discrétion dont il a fait preuve en sortant de charge, se contente de dire à ses électeurs qu'il fera le bonheur du pays et le leur en particulier, s'ils veulent seulement l'élire de nouveau. C'est là, certes, le fond de la pensée